Passer puis renoncer à l'action violente

Les mouvements de la nouvelle gauche aux États-Unis et au Japon face à la répression

*The Dynamics of State Repression and Resistance in the Turn to Violence:
Parallels in New Left Movements in the United States and Japan*

Patricia G. Steinhoff et Gilda Zwerman

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18649>
DOI : 10.4000/conflits.18649
ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CECLS - Centre d'études sur les conflits - Liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2013
Pagination : 71-92
ISBN : 978-2-343-01116-5
ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Patricia G. Steinhoff et Gilda Zwerman, « Passer puis renoncer à l'action violente », *Cultures & Conflits* [En ligne], 89 | printemps 2013, mis en ligne le 15 juin 2014, consulté le 31 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18649> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.18649>

Passer puis renoncer à l'action violente

Les mouvements de la nouvelle gauche aux États-Unis
et au Japon face à la répression

Patricia G. STEINHOFF, Gilda ZWERMAN

*Patricia Steinhoff est professeur de sociologie à l'université de Hawaï, spécialiste du Japon. Elle a récemment dirigé l'ouvrage collectif *Going to Court to Change Japan: Social Movements and the Law*, Ann Arbor, University of Michigan, Center for Japanese Studies series, 2013.*

*Gilda Zwerman est professeur de sociologie à l'université d'État de New York (State University of New York, SUNY) à Old Westbury. Elle étudie les mouvements sociaux tout particulièrement sous l'angle de la radicalisation et de la violence politique. Elle a notamment publié dans les revues *Qualitative Sociology*, *Social Justice*, *Feminist Review* et *Mobilization* et codirigé plusieurs publications sur la répression politique, les protestations de la gauche et la culture de la protestation.*

Cet article examine les rapports conflictuels que les mouvements contestataires entretiennent avec l'État à travers une étude comparative de la nouvelle gauche aux États-Unis et au Japon. L'analyse est centrée sur les trajectoires de vie des militants qui ont investi la violence politique, plus particulièrement sur ceux qui sont passés dans la clandestinité ou qui ont connu l'exil au sommet du cycle de protestation, tout en continuant à agir en faveur de la résistance armée, parfois pendant plus de dix ans. Pour comprendre les motivations, les décisions et les comportements de ce segment de la nouvelle gauche, il nous a semblé pertinent de nous arrêter sur les moments clé du cycle de protestation de façon à mieux saisir l'escalade du conflit entre les militants et les agents du contrôle social de l'État. L'analyse met ainsi l'accent sur la dynamique de l'interaction entre les militants et les agents répressifs, plus précisément sur le passage des militants à l'action violente comme conséquence de l'escalade répressive et sur les effets que cette action produit à son tour sur les politiques et les pratiques de l'État ¹.

1. Traduit de l'anglais par Michèle Lemaire, assistée de Daniela Cuadros et Ekedí Mpondo-Dika.

L'analyse repose sur l'exploitation de données qualitatives obtenues auprès de plus de 100 membres engagés au sein de 12 groupes clandestins armés qui ont émergé à l'apogée du cycle de protestation de la nouvelle gauche aux États-Unis et au Japon dans les années 1960. Les données émanent notamment d'entretiens avec des militants pendant et après leur incarcération, d'entretiens avec leurs avocats et leurs soutiens, de l'observation systématique du déroulement des procès et de réunions des comités de défense des prisonniers et enfin d'archives gouvernementales et de documents internes aux groupes clandestins. Les conditions de l'enquête ont bien évidemment été différentes dans chaque pays. Aux États-Unis, l'enquête a reçu l'autorisation officielle du Bureau fédéral des prisons et des ministères de la Justice de plusieurs États. Des personnes incarcérées pour des actes de violence politique ont dès lors pu être interrogées et suivies sur le long terme. Le système pénal japonais interdisant de délivrer ce type d'autorisation spéciale aux étrangers, des entretiens relativement plus courts ont été menés dans les conditions ordinaires du droit de visite durant les phases de jugement et d'appel des personnes en détention provisoire au Japon.

Dans les deux pays, les groupes étudiés avaient des connexions formelles avec la nouvelle gauche telle qu'elle a généralement été définie et comprise par ses participants dans chaque contexte national à la fin des années 1960. Ainsi, les groupes que nous étudions, dont les relations sont décrites dans la figure 1, se sont présentés comme des membres de la « nouvelle gauche ». Cette appellation avait vocation à les distinguer des partis communistes et socialistes apparentés, par contraste, à la « vieille gauche ». Leurs idéologies spécifiques sont issues de variations du marxisme traditionnel, articulées à des idées plus contemporaines inspirées par les théoriciens des mouvements anti-impérialistes et anticolonialistes du tiers monde.

Les temps de l'enquête ont aussi été spécifiques à chaque contexte national. Dans le cas du Japon, Patricia Steinhoff a d'abord suivi le groupe de Japonais qui avaient participé à l'attaque de l'aéroport de Lod en Israël en 1972, en remontant l'histoire pour en trouver l'origine dans la Faction armée rouge (*Red Army Faction*, RAF) et les Partisans de Kyoto (*Kyoto Partisans*). La recherche s'est ensuite prolongée dans les ramifications de la RAF : le groupe Yodogô en Corée du Nord, l'Armée rouge unie et sa fusion avec sa partenaire la Faction gauche révolutionnaire, ainsi que l'Armée rouge japonaise au Moyen-Orient (*Japanese Red Army*). Le Front armé antijaponais d'Asie de l'Est (*East Asia Anti-Japanese Armed Front*), groupe terroriste clandestin, a également été intégré à la recherche en raison de sa distinction d'avec la RAF et de la participation ultérieure de plusieurs de ses membres dans l'Armée rouge japonaise au Moyen-Orient. Ensemble, ils représentent quasiment l'ensemble de la nouvelle gauche japonaise des années 1960 qui se sont engagés dans une violence politique de haute intensité. Dans le cas des États-Unis, Gilda Zwerman a commencé son enquête dans les années 1980 et s'est

concentrée sur cinq des organismes clandestins armés nés au cours des protestations de la nouvelle gauche dans les années 1960 et 1970 : l'Armée de libération des noirs (*Black Liberation Army*), qui a attiré des membres du Parti des Panthères Noires (*Black Panther Party*) et de la République de nouvelle Afrique (*Republic of New Afrika*) ; le *Weather Underground*, qui a émergé d'une faction des Étudiants pour une société démocratique (*Students for a Democratic Society*) ; le Front uni de la liberté (*United Freedom Front*), un groupe d'anciens détenus et d'anciens combattants du Vietnam liés au mouvement de réforme des prisons ; et enfin les Forces armées de libération nationale (*Fuerzas Armadas de Liberación Nacional*, FALN) et le mouvement *Los Macheteros*, qui sont des ramifications des partis indépendantistes et socialistes de Porto Rico basés aux États-Unis et dans l'île. Ces organisations ont été retenues pour leurs traits communs. En effet, leur transformation en groupes armés clandestins a eu lieu précisément entre 1967 et 1974. Ils ont tous conservé un lien avec un mouvement non clandestin ; les parcours biographiques de leurs membres les plus éminents ont pu être retracés et des liens avec des mouvements sociaux (non violents) ou des partis politiques de gauche systématiquement établis. Dans tous les cas, le groupe est resté clandestin et s'est engagé dans des actions armées à mesure que les activités publiques du mouvement social se sont essouffées. Enfin, sous l'administration Reagan (1980-1988), chacun de ces groupes a été classé par les autorités gouvernementales comme organisation terroriste.

Tout en identifiant les facteurs qui les différencient, les données relatives aux cycles protestataires parallèles de la nouvelle gauche dans ces deux pays très différents ont été consolidées pour faciliter la mise en évidence de modèles généraux et de processus similaires. À l'exception de quelques exemples illustratifs, les nuances et les détails des trajectoires ne peuvent être exposés dans cet article, mais le lecteur pourra les trouver dans nos publications respectives².

2. Nous renvoyons également à Zwerman G., Steinhoff P. G., Della Porta D., "Disappearing Social Movements: Clandestinity in the Cycle of New Left Protest in the U.S., Japan, Germany, and Italy", *Mobilization*, vol. 5, n°1, 2000, pp. 85-104, et Zwerman G., Steinhoff P. G., "When Activists Ask for Trouble: State-Dissident Interactions and the New Left Cycle of Resistance in the United States and Japan", in Davenport C. et al (eds.), *Repression and mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005. Pour une publication plus récente, voir Zwerman G., Steinhoff P. G., "The Remains of the Movement: The Role of Legal Support Networks in Leaving Violence while Sustaining Movement Identity", *Mobilization*, vol.17, n°1, 2012, pp. 67-84.

Figure 1.
Les origines des organisations clandestines armées de la Nouvelle gauche

Japon

Organisations	Répression (à partir de 1968)	Clandestinité
---------------	-------------------------------	---------------

La centralité du conflit entre les militants et l'État

Aux États-Unis et au Japon, le cycle contestataire des années 1960 s'est ouvert dans un contexte où le régime démocratique avait renouvelé son engagement envers les droits constitutionnels suite à période de répression sévère des organisations de gauche (dans les années 1930 et au début des années 1940 au Japon, et dans les années 1950 aux États-Unis). Aux États-Unis, les mobilisations avaient initialement pour objet la défense des droits civiques, tandis qu'au Japon elles ont émergé en réponse au traité de coopération mutuelle et de sécurité (1960) qui régissait les conditions de stationnement des forces militaires américaines sur l'île. Plus tard, la contestation dans ces deux pays a élargi son champ d'action entre autres à la guerre du Vietnam, aux politiques et pratiques universitaires, et aux droits des femmes et des minorités.

Au début du cycle contestataire, les gouvernements se sont montrés plutôt tolérants à l'égard de ces différentes formes de dissidence. Cependant, dans la seconde moitié des années 1960, plusieurs facteurs ont convergé qui ont donné lieu à une escalade du conflit entre les militants et l'État. Du côté des militants, on a assisté à une montée du mécontentement, à un rejet progressif des tactiques non violentes, y compris la résistance passive, à une escalade dans la rhétorique de la violence et à des épisodes de confrontation sur les lieux des manifestations. La sensibilisation à des modèles d'insurrection du tiers monde à travers les écrits de Frantz Fanon, de Mao Zedong et du Che Guevara a été à l'origine d'actions à haut risque qui comprenaient des actions violentes. Ce faisant, l'arrivée d'une seconde génération d'activistes s'est avérée indispensable à la continuité du militantisme ³. Pour les militants engagés à l'apogée du cycle de contestation ou peu après, l'escalade de la répression n'a pas agi comme facteur de dissuasion. Au contraire, pour eux, affronter l'État et s'exposer à la répression était un risque inhérent à l'engagement.

Du côté de l'État, les années 1967-1970 sont caractérisées par une forte réduction des marges de tolérance à l'égard de la contestation. Les gouvernements des États-Unis et du Japon ont déployé des mesures d'une agressivité sans précédent envers les organisations du mouvement social et des ressources considérables ont été allouées aux opérations de maintien de l'ordre et de renseignement. Les juges d'instruction ont sévèrement appliqué des lois déjà en vigueur ainsi que de nouvelles lois pour soumettre le mouvement au contrôle étatique. Ces mesures ciblaient l'ensemble des militants, indépendamment du type d'action dans lequel ils étaient impliqués, qu'elles soient légales ou illégales ⁴. Aux États-Unis, la répression contre la nouvelle gauche a été organisée

3. Nous employons ici la notion de génération politique au sens de N. Whittier ("Political Generations, Micro-Cohorts and the Translation of Social Movements", *American Journal of Sociology*, n°62, 1997, pp. 760-778) qui renvoie à l'ensemble des « micro-cohortes » ayant pris part à un même moment protestataire.

4. Cunningham D., *There's Something Happening Here*, Berkeley CA, University of California Press, 2004 ; Davenport C., "Multi-dimensional threat perception and state repression",

par COINTELPRO (1956-1971), un programme de contre-espionnage du FBI, alors qu'au Japon, elle relevait de la police de sécurité rattachée à l'Agence nationale de la police, renforcée dans certains cas par l'agence chargée de la mise en œuvre de la loi contre les activités subversives.

Parmi les premières études sur le mouvement de contestation de la nouvelle gauche aux États-Unis et en Europe, un certain nombre visait à montrer que les mesures répressives avaient engendré la disparition du mouvement et la fin du cycle de contestation ⁵. Ces travaux étaient axés sur la contestation de masse (notamment les grandes manifestations publiques) et avaient tendance à les dissocier des actions violentes menées par les groupes clandestins au sommet du cycle de mobilisation et durant sa phase de déclin. Par conséquent, le mouvement clandestin et violent a été traité comme un phénomène distinct, en marge du cycle global de contestation, et il n'a pas suscité l'intérêt des spécialistes des mouvements sociaux. À l'opposé, d'autres travaux ont noté que les contestations intensifiaient, sous certaines conditions ⁶, la répression étatique. Plus récemment encore, des chercheurs ont commencé à explorer plus en détail la dynamique de la violence collective et de la répression ⁷. Nous

American Journal of Political Science, vol.38, n°4, 1995, pp. 1056-1078 ; Della Porta D., "Social movements and the state: Thoughts on the policing of protest", in McAdam D. et al (eds.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp. 62-92 ; Della Porta D., Reiter H. (eds.), *Policing Protest: The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1998, Steinhoff, P. G., "Doing the defendant's laundry: Support groups as social movement organizations in contemporary Japan", *Japanstudien, Jahrbuch des Deutschen Instituts für Japanstudien*, n°11, 1999, pp. 55-78.

5. Della Porta D., Tarrow S., "Unwanted children: Political violence and the cycle of protest in Italy, 1966-1973", *European Journal of Political Research*, vol.14, n°5-6, 1986, pp. 607-632 ; Freeman J., *Social Movements of the Sixties and Seventies*, New York, Longman, 1983 ; Gitlin T., *The Whole World is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley, University of California Press, 1980 ; Gitlin T., *The Sixties: Years of Hope, Days of Rage*, New York, Bantam, 1987 ; Tarrow S., *Democracy and Disorder: Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, New York, Oxford University Press, 1989.
6. Flacks R., Whalen, J., *Beyond the Barricades*, Philadelphia, Temple University Press, 1989 ; Karstedt-Henke S., « Theorien zur Erklärung terroristischer Bewegungen », in Blankenberg E. (ed.), *Politik der inneren Sicherheit*, Frankfurt, Suhrkamp, 1980, pp. 198-234 ; Koopmans R., "The dynamics of protest waves: Germany, 1965 to 1989", *American Sociological Review*, vol.58, n°5, 1993, pp. 637-658 ; Opp K.-D., Roehl W., "Repression, micromobilization, and political protest", *Social Forces*, vol.69, n°2, 1990, pp. 521-547.
7. Bosi L., "Explaining pathways to armed activism in the provisional Irish republican army, 1969-1972", *Social Science History*, vol.36, n°3, 2012, pp. 347-390 ; Combes H., Fillieule O., « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire : modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, vol.61, n°6, 2011, pp. 1047-1072 ; Davenport C., "Multi-dimensional threat perception and state repression", *American Journal of Political Science*, vol.38, n°4, 1995, pp. 1056-1078 ; Davenport C., Johnston H., Mueller C. (eds.), *Repression and Mobilization, Social Movements, Protest, and Contention*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005 ; Della Porta D., Haupt H.-G. "Patterns of radicalization in political activism: An introduction", *Social Science History*, vol.36, n°3, 2012, pp. 311-320 ; Fillieule O., "Disengagement process from radical organizations. What is different when it comes to exclusive groups?", communication présentée lors de la session thématique « Militantisme et répression » au 4^e Congrès des associations francophones de science politique, Bruxelles, 20-22 avril, 2011 ; Loveman M., "High-risk collective action: Defending human rights in Chile, Uruguay, and Argentina", *American Journal of Sociology*, vol.104, n°2, 1998, pp. 477-525 ; Tilly C., *The Politics of Collective Violence*, New York, Cambridge

avons contribué à cette dernière ligne de recherche en rassemblant nos données et en retraçant le devenir des groupes clandestins armés et leurs membres dès leur entrée en clandestinité et jusqu'à leur sortie de prison, en passant par leur arrestation, et leur incarcération ⁸.

Cette étude a donc pour objet le conflit opposant l'État au mouvement de la nouvelle gauche pendant tout le cycle de contestation. En examinant la dynamique du mouvement au prisme de la répression politique, la recherche relie les protagonistes de la violence au mouvement social dans son ensemble. Elle montre que l'intense répression au sommet du cycle de contestation n'a pas mis fin au mouvement. Alors que les organisations les plus importantes du mouvement social non violent battaient en retraite face à l'escalade de la violence et de la répression, entraînant une baisse de l'ampleur et de la fréquence des grandes manifestations publiques, et que par conséquent l'arène de la contestation publique se rétrécissait, la nouvelle gauche se métamorphosait en un mouvement de résistance plus risqué, sous l'égide de groupes plus petits, qui se sont distanciés du mouvement public pour s'engager dans la clandestinité ou bien partir en exil dans le but de poursuivre leur résistance.

Nous avons ainsi pu identifier trois types de continuité dans la dynamique d'interaction et de relation entre le mouvement initial de protestation publique de la nouvelle gauche et le mouvement de résistance clandestin qui l'a suivi. Ces continuités sont observables tant au niveau des acteurs individuels que des structures organisationnelles. Il s'agit premièrement de la continuité des histoires personnelles et des liens organisationnels. Le mouvement dans sa forme clandestine et en exil a essentiellement été mis sur pied par d'anciens membres des organisations publiques de la nouvelle gauche. La plupart des protagonistes de la violence avaient en fait une longue histoire de participation aux activités non violentes du mouvement. Souvent, ce qui les a distingué de leurs homologues non violents a été leur participation (préméditée ou inopinée) à des événements qui en ont fait la cible d'une répression intense, ou qui les ont placés aux côtés d'autres personnes prises pour cibles. Ainsi, quel qu'ait été leur statut (qu'ils aient continué à agir dans la clandestinité, en exil ou en prison), ces militants radicalisés ont-ils généralement maintenu des liens forts avec le mouvement officiel.

Deuxièmement, le recrutement continu d'activistes et d'anciens militants dans les forces clandestines par le biais de liens personnels et organisationnels assurait la pérennité du mouvement. Entrer en clandestinité relevait soit d'une décision individuelle, soit d'une décision de l'organisation. Mais dans les deux cas, les complexités liées au fait de « disparaître » et de rester en clandestinité

University Press, 2003.

8. Zwerman G., Steinhoff P. G., "The remains of the movement...", *op. cit.* ; Zwerman, G., Steinhoff, P. G., "When activists ask for trouble...", *op. cit.* ; Zwerman, G., Steinhoff, P. G., Della Porta D., "Disappearing social movements...", *op. cit.*

ont nécessité des ressources et de l'aide provenant de l'extérieur. En général, amis et camarades ont été appelés à soutenir l'action clandestine. Si ces derniers prenaient alors le risque de devenir des cibles de la répression, leur soutien était indispensable à l'approvisionnement de l'organisation clandestine (en biens, services et information), ainsi qu'au recrutement de nouveaux militants clandestins. Mais au fond, ce soutien assurait deux fonctions. D'une part, il permettait la survie des groupes clandestins et d'autre part il maintenait l'engagement de ceux qui participaient à des activités légales au nom du mouvement. Bien que bon nombre de militants aient désapprouvé les actes de violence relatés par les journaux, un assez grand nombre se sentait encore relié à la résistance. Qu'ils aient donc célébré ou condamné les actions violentes, ils s'identifiaient toujours à la cause globale et à la rhétorique militante et c'est à ce titre qu'ils se sentaient obligés d'honorer leurs liens affectifs avec des personnes spécifiques impliquées dans l'action violente.

Troisièmement, le mouvement a bénéficié d'un réseau de soutien juridique institutionnalisé (RSJ) qui jouait un rôle central dans la continuité de la cause de la nouvelle gauche. Bien que ce réseau soit né pendant la phase des manifestations massives, c'est la seule structure au sein du mouvement qui s'est élargie plutôt que rétrécie à mesure que le mouvement de contestation publique était réprimé, soutenant tout autant les militants impliqués dans les actions légales que ceux qui avaient été arrêtés pour leur implication dans l'action violente. Le RSJ a réuni un large éventail de bénévoles, parents ou amis des militants, membres du mouvement officiel ou simples sympathisants extérieurs. Ces bénévoles ont travaillé avec des professionnels du droit pour assurer la défense légale et répondre aux besoins des personnes arrêtées pour leurs activités. Extension du mouvement officiel, ce réseau visait à aider les militants à poursuivre leur résistance à la répression après leur arrestation. À travers des comités de défense et des groupes de soutien, le RSJ a maintenu et renforcé le lien entre le programme du mouvement officiel et celui du groupe clandestin ⁹.

Dès lors, notre étude permet de décrire la dynamique du phénomène de survivance et de préservation des « vestiges » du mouvement de résistance en examinant successivement les effets interactifs et réciproques de la répression sur trois types d'acteurs : le mouvement clandestin, le système judiciaire et les militants en exil. Nous analyserons ensuite cette dynamique faite d'adaptations et de compromis caractéristiques des militants ciblés par une nouvelle vague de mesures antiterroristes et qui ont finalement abandonné la voie de la violence armée.

9. Zwerman G., Steinhoff P. G., "The remains of the movement...", *op. cit.*

Effets de la répression sur les militants clandestins

Les groupes et les individus entrés en clandestinité ou partis en exil avaient deux objectifs se traduisant par deux modes de vie différents : échapper ou se soustraire à la répression d'une part et poursuivre leur résistance en utilisant des tactiques proactives de guérilla d'autre part. Cependant, en raison de la petite taille des groupes clandestins et de la controverse suscitée par leur recours à la violence dans le mouvement officiel, la survie en clandestinité s'est révélée plus difficile que prévue. Les contraintes de temps, de mobilité physique et d'énergie imposées par les exigences de la vie clandestine ont en fait détourné les militants de l'accomplissement de leurs objectifs politiques initiaux. Dans leurs efforts pour contenir la répression, les militants, qu'ils soient fugitifs ou encore méconnus des autorités, ont adopté l'un ou l'autre des deux modes de vie en clandestinité. Ces modes de vie ont nécessité la création de structures organisationnelles adaptées aux circonstances particulières rencontrées par les différents protagonistes.

Le premier mode de vie en clandestinité, et le plus courant, est celui adopté par les militants qui étaient membres reconnus d'une organisation sociale officielle et qui sont devenus des fugitifs recherchés par la police. Afin d'éviter l'arrestation et continuer la résistance militante, il leur a fallu couper tout lien social identifiable, se cacher dans un endroit sûr, et donc garder leurs distances vis-à-vis de leurs parents, amis et anciens camarades du mouvement. Cela impliquait souvent des changements fréquents de lieu, aussi leur sécurité dépendait-elle largement de réseaux d'entraide. Deux cas de figure étaient au principe de l'entrée en clandestinité. Certains militants qui n'étaient pas des cibles directes de la répression sont entrés volontairement en clandestinité, ils ont donc rejoint les fugitifs de leur propre initiative. Parmi eux, on recense des membres de la famille du fugitif, des proches ou encore de loyaux collaborateurs, tandis que d'autres étaient des militants de deuxième génération plus jeunes, impatients de s'engager dans une activité plus militante. D'autres militants ont au contraire reçu l'ordre d'entrer en clandestinité par leur groupe dirigeant. Les risques et les obligations de soutien aux fugitifs clandestins ont généralement conduit à une certaine forme de vie communautaire pour le petit groupe clandestin qui passait la plupart du temps à l'intérieur, dans des logements exigus, à étudier la politique, à s'entraîner physiquement et à planifier des attaques clandestines.

Au fil du temps, la nécessité de combler les besoins en ressources pour assurer la vie quotidienne ainsi qu'en équipement (matériel spécialisé nécessaire aux attaques projetées) a eu tendance à détourner les priorités du groupe clandestin vers des activités criminelles comme le vol à l'étalage et le vol à main armée, légitimées comme moyens nécessaires à des fins politiques. Ces actes ont accru la vulnérabilité de l'ensemble de la cellule clandestine : les fugitifs risquaient d'être démasqués et les partisans de verser dans des activités illé-

gales et de devenir des fugitifs à leur tour. La difficulté même d'organiser des attaques clandestines dans ces conditions a augmenté les risques d'erreurs et d'accidents, les conséquences involontaires de ses échecs opérationnels marquant encore plus le groupe.

Alors que la plupart des groupes et des individus étudiés correspondent à ce premier modèle, les Partisans de Kyoto et le Front armé antijaponais de l'Asie de l'Est, ainsi que *Los Macheteros* aux États-Unis, ont organisé leurs opérations clandestines dans des circonstances différentes. Le deuxième mode d'activité clandestine concernait des personnes qui n'étaient ni recherchées ni sous surveillance et qui pouvaient donc continuer à vivre normalement au quotidien, comme des personnes apparemment dépolitisées, alors qu'elles appartenaient à un groupe armé clandestin et qu'elles participaient à des actions violentes. Il n'a concerné que des personnes n'étant pas identifiées comme appartenant à des organisations contestataires officielles et inconnues des services de police. Elles faisaient souvent partie des micro-cohortes de la deuxième génération, attirées par la nouvelle gauche à l'apogée de la répression. Dans un contexte où toute protestation publique était fortement limitée, ces micro-cohortes entrant en militantisme s'engageaient directement dans la lutte armée. La stratégie des très petites cellules « d'inconnus » qu'elles constituaient était de maintenir l'apparence d'une vie normale, apolitique, tout en organisant secrètement les plans et les ressources des actions violentes.

Les membres de ces groupes étaient beaucoup plus difficiles à repérer par les agents répressifs. Les unités spéciales d'enquête chargées de poursuivre les militants clandestins de la nouvelle gauche se sont focalisées sur les individus et les groupes déjà connus des services de police qui surveillaient leurs lieux habituels de circulation, les événements qu'ils suscitaient et leurs moyens de communication. Ces unités dressaient le portrait des personnes recherchées, sur la base d'une image stéréotypée censée refléter l'apparence et les styles de vie militants de la nouvelle gauche en milieu étudiant. Les membres des cellules clandestines évitaient toute association avec le mouvement qui aurait pu les trahir. « Cachés en pleine lumière », ils pouvaient échapper à la police jusqu'à ce qu'un incident ou un acte de négligence ne laisse des traces les reliant soit directement à une attaque, soit à des lieux ou des personnes elles-mêmes sous surveillance mais pour des activités politiques légales et complètement étrangères aux actions clandestines.

Les militants de ces deux types de groupes clandestins ont finalement été capturés, à la suite d'une traque policière ou bien après une action clandestine ratée. Chaque arrestation rendait le groupe clandestin plus vulnérable, moins équipé pour les rigueurs de la vie clandestine, plus éloigné des idéaux du mouvement social, insensible à l'évolution des réalités politiques et plus enclin à commettre des maladresses et des erreurs de calcul.

Aux yeux de l'État, toute personne connue pour être passée en clandestinité et qui n'avait pas encore été appréhendée était présumée militant actif, violent et dangereux pour la société. Mais en réalité, bon nombre de militants considérés comme « disparus » avaient simplement quitté la clandestinité. Ils avaient soit manqué un rendez-vous et ainsi perdu contact avec le groupe clandestin à l'occasion d'un de ses déplacements, soit délibérément rompu avec le groupe et essayé de survivre par leurs propres moyens. Leur capacité à se réinsérer dans la société civile n'en restait pas moins limitée.

Parallèlement, l'incapacité des organismes étatiques à retrouver et appréhender rapidement les auteurs de violences clandestines les soumettait à une pression accrue et les incitait à afficher une vigilance absolue et à clairoonner leurs succès en traitant sévèrement les personnes capturées. Cela a conduit à une augmentation des ressources octroyées aux organismes publics de contrôle social, en partie destinées à des opérations de communication et des campagnes législatives visant à dramatiser la menace persistante que représentaient pour l'ordre social ceux qui n'avaient pas encore été appréhendés. Ainsi, la définition de la menace a fini par englober tous ceux dont on pensait qu'ils s'étaient réfugiés dans la clandestinité pendant la répression et qui n'avaient pas encore été capturés.

Effets de la répression sur le système de justice pénale

Au Japon comme aux États-Unis, le but initial du RSJ était d'aider les militants arrêtés à poursuivre leur résistance contre l'État après leur arrestation, en déplaçant la résistance des rues vers les tribunaux et les prisons. Chaque nouvelle arrestation, chaque nouveau procès mobilisait un comité de défense aux États-Unis et un groupe de soutien juridique au Japon. Ces instances spécifiques formaient la structure du RSJ. Elles rassemblaient des avocats engagés dans la défense de causes sociales, des anciens combattants du mouvement de masse de la nouvelle gauche, des amis et des membres des familles des accusés et d'autres personnes motivées par des convictions religieuses et politiques plus larges. Le RSJ a non seulement apporté un soutien permanent aux accusés, mais il leur a aussi donné une voix officielle pour porter le récit politique qui justifiait leurs actes. Une fois que les détenus étaient aux mains de la justice pénale, ils étaient en mesure de se reconnecter à l'aile publique du mouvement via le RSJ qui leur apportait alors un soutien juridique lors des procès pour des crimes commis avant et après leur entrée en clandestinité. Lorsque des personnes importantes étaient capturées ou lorsque les accusés d'actes de violence majeure étaient appréhendés, le procès revêtait un intérêt public et était couvert par les médias. Le RSJ a ensuite aidé à contrer le récit de l'État et des médias qui présentaient les accusés comme d'odieux criminels unanimement condamnés par la société, en leur permettant de se présenter comme de vaillants militants combattants pour des causes nobles et résistant à la répression étatique. Dans un contexte de répression prolongée, le

travail du RSJ a ainsi servi à maintenir, voire à réveiller une certaine sympathie pour les idées et les objectifs de la nouvelle gauche parmi la génération qui avait atteint l'âge de la majorité dans les années 1960.

Suite aux longues peines et aux traitements sévères infligés aux militants, les membres du RSJ ont été témoins de la détérioration et de l'injustice des conditions d'emprisonnement et sont devenus les yeux et les oreilles du mouvement à l'intérieur du système de justice pénale. Alerté par des dérives judiciaires affectant leurs propres clients comme les prisonniers de droit commun dans les deux pays, le RSJ s'est ensuite attaqué à un grand nombre de problèmes affectant le système carcéral. Il a fonctionné comme une structure de base dans un mouvement de réforme pénitentiaire plus vaste qui a émergé dans la phase plus tardive du cycle de contestation de la nouvelle gauche. Les avocats et les bénévoles du réseau ont pris en charge de nouvelles affaires criminelles et ils ont engagé des poursuites civiles, notamment pour contester les actions répressives menées à l'égard des membres du RSJ. Ces activités ont élargi à la fois la portée des actions du RSJ et le nombre de ses adhérents, attirant des personnes concernées par les questions plus globales d'injustice dans lesquelles le RSJ s'était impliqué. Pendant ce temps, les organes du système pénal ont adopté une attitude très intransigente envers les militants arrêtés, en particulier lorsque le RSJ les aidait à construire une défense vigoureuse. Au demeurant, l'intensité de ce conflit a suscité l'invention de nouvelles politiques et techniques de répression.

Les effets de la répression sur les militants en exil

La promesse de l'exil était qu'il libérerait le militant de la répression pour lui permettre de poursuivre une vie de résistance. La réalité était beaucoup plus complexe suivant le lieu d'exil, la manière dont les militants devenaient des exilés, selon qu'ils étaient ou non fugitifs et ce qui était attendu d'eux dans le pays d'accueil. Dans les années 1960, dans tous les pays développés, les militants de la nouvelle gauche lisaient les mêmes livres rédigés par les militants anticolonialistes du tiers monde, établissaient des contacts avec les militants d'autres pays qui partageaient les mêmes visions et redessinaient la carte de la guerre froide pour y mettre en évidence les petits pays en voie de développement perçus comme ayant un gouvernement de gauche bienveillant. Parfois, les signaux envoyés par les dirigeants des pays indépendants du tiers monde aux militants fuyant la répression indiquaient clairement qu'ils y trouveraient refuge. Dans d'autres cas, les exilés débarquaient en territoire étranger sans aucun arrangement formel préalable, ou alors après avoir établis des contacts informels. Certains exilés arrivaient à destination en détournant un avion commercial vers la destination qu'ils avaient choisie. D'autres réussissaient à obtenir un nouveau passeport ou de faux papiers d'identité et se dirigeaient vers un pays qu'ils considéraient réceptif à leurs idées ou bien là où un groupe révolutionnaire sympathisant pouvait les accueillir. Des militants des États-

Unis et du Japon ont été acceptés dans ces pays, atteignant ainsi leur premier objectif, celui d'échapper à la répression dans leur pays, du moins temporairement. Toutefois, les exilés en provenance des États-Unis et du Japon ne connurent pas tous la même situation et certains ont vu leur deuxième objectif, celui de rester engagés politiquement, profondément affecté.

Les exilés des États-Unis sont allés se réfugier soit dans des pays d'Amérique latine comme le Mexique, la Guyane et Cuba, soit dans les pays nouvellement indépendants d'Afrique du Nord. Ils étaient membres du *Weather Underground*, de l'Armée de libération des Noirs, des FALN et des *Macheteros*. La plupart d'entre eux étaient des fugitifs et ne pouvaient plus agir librement aux États-Unis. En général, les autorités des pays où ils ont cherché à se réfugier les ont autorisés à s'y établir, mais elles ont aussi fortement limité leurs activités politiques. La plupart ont passé plusieurs années en exil et sont ensuite tranquillement revenus aux États-Unis. Dans le cas des militants recherchés pour des actes violents et criminels, le RSJ a souvent réussi à négocier avec le gouvernement une réduction de peine. D'autres sont restés dans leur pays d'accueil où ils ont rédigé leurs mémoires et se sont recréés une vie. Il est à noter que les Afro-Américains et les militants portoricains ont eu plus de facilités à obtenir l'asile politique à l'étranger que les militants blancs.

Les deux principaux groupes d'exilés japonais ont fait face à des situations très différentes, notamment en raison du fait qu'en exil, ils ont continué à fonctionner comme groupes organisés. Le premier groupe de neuf Japonais de la RAF – appelé par la suite le groupe Yodogô – a détourné un avion à destination de la Corée du Nord en 1970, sans avoir établi de contact préalable avec les autorités coréennes, dans l'espoir que ce pays les aiderait à rejoindre Cuba ou qu'il leur dispenserait au moins une formation militaire pour retourner au Japon et y soulever une révolution. Le gouvernement nord-coréen les a accueillis, leur action ayant été considérée comme une expression de défiance vis-à-vis du gouvernement japonais, mais il les a ensuite soumis à un régime de rééducation intensive destiné à les convertir à l'idéologie de l'État. Ils se sont engagés plus tard dans un certain nombre d'activités internationales comme agents nord-coréens¹⁰. L'année suivante, deux autres militants japonais se sont rendus au Liban où le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) invitait les militants de la nouvelle gauche d'autres pays à participer à ses activités en tant que bénévoles. Le FPLP offrait à la guérilla un entraînement dans ses installations en échange d'une aide à la cause palestinienne. Quelques jeunes Japonais sont ensuite devenus volontaires pour le FPLP au Moyen-Orient. Ils ont été rejoints plus tard par d'autres jeunes Japonais qui avaient étudié ou travaillé en Europe, mais qui risquaient l'extra-

10. Takazawa K., *Shukumei: 'Yodog' B meishatachi no Himitsu Kosaku*, Tokyo, Shinch sha, 1998.

dition au Japon en raison de leurs liens avec le groupe au Moyen-Orient. Par la suite, ils ont formellement constitué l'Armée rouge japonaise. Ces deux groupes japonais ont été en mesure de poursuivre les campagnes de résistance organisées en exil, mais dans les deux cas, leurs objectifs et leurs énergies ont été récupérés par le FPLP, et leurs conditions de vie ont été contraintes de la même façon que celles des militants vivant dans la clandestinité au Japon.

Un renouveau de la répression

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, une décennie après le pic de répression de la nouvelle gauche, le petit segment du mouvement qui s'était tourné vers la violence avait rétréci, sans disparaître pour autant. Certains de ses membres sont restés en clandestinité tout en ayant adopté une nouvelle identité non violente ; d'autres sont restés en exil, contraints par les exigences de leurs pays d'accueil ; d'autres enfin sont restés en prison ou ont été libérés puis ont mené des vies relativement « normales ». Dans tous ces cas, la capacité et le désir de poursuivre des actions armées ont grandement diminué. Toutefois, à mesure que le groupe clandestin se rétrécissait, l'investissement de l'État dans la répression de ce segment de la nouvelle gauche connaissait une croissance exceptionnelle ¹¹, complètement disproportionnée par rapport à la taille et la menace qu'il représentait.

Si l'histoire s'était arrêtée là, le phénomène de la violence nouvelle gauche aux États-Unis et au Japon aurait pu disparaître en une dizaine d'années et avec lui l'énorme machine d'État mise en œuvre pour réprimer le mouvement, comme c'est arrivé en Italie et dans une moindre mesure en Allemagne. Certes, à la fin des années 1970, la plupart des organisations de masse qui s'étaient formées dans les années 1960 avaient disparu. La génération des années 1960 avait mûri et ses membres menaient des vies plus conventionnelles. Un réseau lâche d'associations civiles, puisant ses racines dans la nouvelle gauche, s'était formé autour de problèmes précis, mais les tactiques que ses membres utilisaient pour faire connaître leurs revendications étaient principalement centrées sur l'action des tribunaux et les manifestations autorisées. Le RSJ était toujours actif, travaillant sur des procès en appel et d'autres problèmes touchant les militants qui avaient été arrêtés. Mais l'histoire ne s'est pas arrêtée là. Aux États-Unis et au Japon, dans les années 1980, de nouveaux facteurs politiques externes ont servi de prétexte à la réactivation d'une campagne de répression qui comptait parmi ses cibles certains membres de groupes clandestins restés en liberté.

Au début de son premier mandat (1981-1985), le président des États-Unis Ronald Reagan a lancé une nouvelle « guerre contre le terrorisme ». Les

11. Katzenstein P. J., Tsujinaka Y., *Defending the Japanese State: Structures, Norms, and the Political Responses to Terrorism and Violent Social Protest in the 1970s and 1980s*, Ithaca, New York, East Asia Program, Cornell University, 1991.

agences gouvernementales ont alors rapidement désigné comme « terroristes » tous les membres des groupes armés entrés dans la clandestinité lors de la précédente vague de répression de la nouvelle gauche, mais qui n'avaient pas encore été découverts ni poursuivis. Comme la « guerre contre le terrorisme » était devenue le pilier central de la politique étrangère américaine, l'administration Reagan a fait pression sur d'autres pays pour qu'ils signent des accords internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme et qu'ils s'engagent à poursuivre et extraditer des « terroristes ». Le gouvernement japonais lui a rapidement emboîté le pas. Alors que la plupart des exilés américains n'étaient pas en mesure de se livrer à une activité politique dans ce contexte, les groupes japonais en exil ont pour leur part perpétré des attaques internationales qui ont profondément troublé le Japon ¹². Afin de protéger la vie des otages, le gouvernement japonais a cédé à plusieurs reprises aux revendications des militants qui s'étaient rendus coupables de détournements de vols internationaux et d'autres prises d'otages. Le gouvernement a alors été ouvertement critiqué par la communauté internationale pour avoir coopéré avec les auteurs de ces faits, en libérant des prisonniers japonais, en payant les rançons pour libérer les otages et en leur fournissant des avions pour qu'ils puissent fuir en toute sécurité. En outre, comble de frustration, les auteurs de ces attaques (et les prisonniers qui avaient été libérés pour les rejoindre) restaient intouchables, protégés par leur pays d'accueil au Moyen-Orient et en Corée du Nord.

Fortes du financement et des ressources accrues allouées pour mener à bien la « guerre contre le terrorisme », les agences gouvernementales des États-Unis et du Japon ont relancé la chasse aux « terroristes » qui leur avaient échappé. Aux États-Unis, ce regain de répression ciblait un nombre relativement restreint d'individus qui faisaient encore partie des groupes clandestins engagés dans la violence, comme les FALN, l'Armée de libération des noirs et le *United Freedom Front* (UFF), ainsi qu'un large éventail d'activistes comprenant ceux qui avaient mené des vies tranquilles sous une nouvelle identité, ceux qui aidaient d'autres à se cacher, ainsi que des membres d'organisations politiques officielles auxquelles l'ensemble de ces militants auraient pu appartenir par le passé. L'allocation des ressources mises au service de l'identification de ces « reliquats » de la nouvelle gauche trouvait sa justification dans la conception erronée selon laquelle ils auraient développé des liens avec des mouvements de guérilla et des insurrections armées à l'étranger ¹³.

12. Parmi ces attaques on compte notamment celle de l'aéroport de Tel Aviv en 1972 et pour laquelle le gouvernement japonais a indemnisé Israël, le détournement d'un avion à Dubaï en 1973 en réaction à cette indemnisation, suivi de la destruction de la *Japan Airlines* à l'aéroport de Benghazi en Libye, ainsi que plusieurs actions destinées à exiger la libération de prisonniers japonais détenus en Europe et au Japon, comme l'invasion de l'ambassade de France à La Haye en 1974, celle du Consulat américain et de l'ambassade de Suisse à Kuala Lumpur en 1975, ou encore le détournement d'un avion à Dacca (Bangladesh) en 1977.

13. Zwerman G., "Domestic Counterterrorism: U.S. Government Response to Political Violence on the Left in the Reagan Era", *Social Justice*, vol. 16, n°2, 1989, pp. 31-63.

Au Japon, la répression s'est traduite par de nouvelles pressions exercées sur les exilés en Corée du Nord et au Moyen-Orient, et s'est attaquée à tout ce qui pouvait encore représenter la nouvelle gauche dans le pays. Des avis de recherche utilisant de très vieilles photos des exilés datant de leur jeunesse étudiante, alors qu'ils atteignaient l'âge mûr, étaient affichés dans les stations de métro et dans les commissariats de police de tout le pays, ainsi qu'aux postes de contrôle de l'immigration de tous les aéroports internationaux. Quelques exilés ont été retrouvés à l'étranger et d'autres au Japon, suscitant de nouvelles craintes quant à la possibilité que de dangereux terroristes puissent être capables d'infiltrer le pays malgré les contrôles très serrés des frontières. L'arrestation d'une personne à l'étranger pouvait entraîner immédiatement des centaines de perquisitions au domicile de personnes et de lieux associés à la nouvelle gauche. La police confisquait des livres, des ordinateurs et des disquettes sous prétexte qu'ils pouvaient révéler des informations sur la personne qui avait été arrêtée à l'étranger et sur d'autres militants qui n'avaient pas encore été capturés.

Dans les deux pays, la « guerre contre le terrorisme » s'inscrivait dans une dérive vers la droite du spectre politique qui se traduisait également dans le système pénal par le rejet d'une politique de réinsertion et la mise en œuvre d'une nouvelle politique pour le moins radicale se soldant par l'attribution de peines basée sur le principe de condamnations compensatoires pour des crimes passés. Aux États-Unis, ce changement a été associé à un regain d'intérêt pour la restauration de la sécurité nationale, des sanctions sévères pour les crimes liés à la drogue dans le cadre d'une « guerre contre la drogue » menée en parallèle, et de nouvelles directives qui requéraient automatiquement des peines d'emprisonnement plus longues, dépossédant les juges de leur pouvoir discrétionnaire. Au Japon, de nouvelles politiques ainsi que de nouvelles pratiques dans les prisons et les tribunaux ont pris le contre-pied de la philosophie de ces institutions connues pour leur exercice d'une justice réparatrice et réadaptatrice. Ce changement s'est traduit par des peines plus longues et un traitement beaucoup plus dur des personnes condamnées à la peine de mort et en attente de leur exécution. Afin de parer à la stratégie standard du RSJ qui consiste à aider les activistes arrêtés et poussés à confesser leurs actes à résister aux pressions en refusant de parler, la police et les juges d'instruction ont adopté des pratiques telles que l'isolement des personnes pendant des périodes prolongées.

Des personnes liées à d'anciens groupes de la nouvelle gauche ont par ailleurs été arrêtées pour des crimes tant anciens que nouveaux et le RSJ s'est mobilisé pour leur défense. Aux États-Unis, les excès et les méfaits des agences gouvernementales impliquées dans la répression initiale de la nouvelle gauche ont été dénoncés par des enquêtes et des actions judiciaires. Là encore, le RSJ s'est montré prêt à se battre auprès des personnes persécutées. Au Japon, le RSJ qui était déjà impliqué dans des procès de longue haleine, a retrouvé une

énergie nouvelle pour résister à la nouvelle répression, mais également pour défendre les nouveaux détenus qui se trouvaient eux aussi confrontés à de longs procès, suivis de peines d'emprisonnement prolongées.

Dès le milieu des années 1980, le RSJ était devenu la pièce maîtresse et le garant de la continuité du mouvement de résistance. Il apportait un *leadership*, une organisation et des ressources en temps et en argent. Il tenait le grand public au courant des problèmes et des événements liés à la répression, renforçait les idéaux initiaux du mouvement de la nouvelle gauche, tenait sa promesse de soutien aux personnes encore actives dans la clandestinité ou en exil, et prenait en charge ceux qui venaient d'entrer dans le système pénal à la suite de nouvelles arrestations. Les anciens militants qui avaient été des clandestins ou avaient été libérés sont devenus membres des groupes de soutien et des comités de défense créés pour les nouveaux procès impliquant leurs vieux amis et connaissances. De nouveaux adhérents ont rejoint les rangs du RSJ, intéressés par les questions plus vastes posées par ces procès, comme le déni de justice, les violations des libertés civiles, un régime pénal de plus en plus punitif et les pratiques correctionnelles qui touchaient l'ensemble du système.

En lançant une campagne massive contre le terrorisme et en recadrant dans leur groupe cible ceux qui étaient partis en clandestinité ou en exil à l'apogée de la répression du mouvement de la nouvelle gauche, les États-Unis et le Japon ont en réalité involontairement ravivé et élargi le réseau de soutien juridique qui s'était organisé pour soutenir la résistance contre cette répression dès ses débuts. Même si les charges criminelles contre les accusés nouvellement capturés étaient fondées, l'absence d'engagement récent dans la violence de certaines personnes arrêtées pendant la nouvelle campagne contre le terrorisme a contribué à l'expression d'un sentiment largement partagé à l'égard du RSJ dont les activités étaient perçues comme relevant d'une cause juste. Or, sous l'effet de l'intensification de la campagne antiterroriste, ses activités elles-mêmes ont été attaquées. Le réseau a fait face à la répression en tant que voix principale de l'opposition érigée contre les excès officiellement légitimés au nom de la lutte antiterroriste. Bien qu'il n'ait pas représenté une force sociale conséquente, notamment en raison de la position de faiblesse de la gauche dans les années 1980 et 1990, le RSJ était tout de même plus institutionnalisé et plus chevronné dans sa façon de mener son travail de résistance à la répression. Soulignons en outre que la répression étatique a là encore stimulé la résistance, prolongeant ainsi le conflit et étendant ses nouvelles ramifications.

Reste à savoir ce que sont devenus les membres des groupes armés clandestins qui avaient été arrêtés pendant la répression initiale ou dans le cadre de la campagne de lutte contre le terrorisme. Sont-ils restés des militants virulents ? La recherche suggère qu'ils ont abandonné leur plaidoyer pour la violence¹⁴. Paradoxalement, leur interaction avec le RSJ, qui avait été mis sur pied pour les aider à poursuivre leur résistance, a en fait largement participé à leur abandon de la violence.

La composition particulière du RSJ et le large soutien juridique et personnel qu'il a apporté aux militants violents ont donné au réseau un rôle croissant dans la vie des prisonniers. Dans le but de réduire au minimum les frais investis dans la défense juridique, les avocats étaient secondés par des auxiliaires juridiques bénévoles. Le travail des premiers comme des seconds reposait sur des convictions idéologiques. Les bénévoles ont également apporté leur soutien personnel aux prisonniers pour leur permettre de poursuivre leur résistance malgré de pénibles interrogatoires, l'isolement prolongé, des procès souvent très longs et des condamnations sévères. Ils leur rendaient visite, écrivaient des lettres et prenaient même soin de leurs familles. Ils ont ainsi développé des liens personnels étroits avec les accusés qui étaient coupés de la plupart des relations humaines ordinaires. Se montrant tolérants et compatissants, les bénévoles du RSJ étaient en particulier attentifs aux signes de dépression et de vulnérabilité des prisonniers, leur apportant leur aide lorsque ceux-ci faisaient face à des crises personnelles. La composition hétérogène du RSJ le rendait moins rigide idéologiquement que les groupes engagés dans l'action violente. Ainsi incarnait-il les valeurs fondamentales de la nouvelle gauche humaniste, englobant un très large éventail d'opinions politiques et de modes de vie. En pratique, le réseau se mettait au service des prisonniers, mais n'investissait pas leurs positions idéologiques radicales et ne défendait pas nécessairement les actes de violence qu'ils avaient commis. En revanche, il défendait leur droit à une procédure régulière et à un procès équitable, tout comme leur droit à la résistance contre un État répressif.

Ainsi, bien que l'objectif initial du RSJ ait été d'aider la résistance, son soutien persistant et compatissant a-t-il facilité l'abandon de la violence. Ce désengagement a eu lieu dans un contexte où il importait peu au RSJ que l'accusé ait choisi une ligne de défense de type rebelle, combattant pour la liberté,

14. Crenshaw M., "How terrorism declines", *Terrorism and Political Violence*, vol.3, n°1, 1991, pp. 69-87 ; Fillieule, O., "Disengagement process from radical organizations...", *op. cit.* ; Horgan J., "From profiles to pathways and roots to routes: Perspectives from psychology on radicalization into terrorism", *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol.618, n°1, 2008, pp. 80-94 ; Horgan, J., *Walking Away from Terrorism: Accounts of Disengagement from Radical and Extremist Movements*, Londres, New York, Routledge, 2009 ; Ross, J. I., Gurr, T. R., "Why terrorism subsides: A comparative study of Canada and the United States", *Comparative Politics*, vol. 21, n°4, 1989, pp. 405-426.

ou bien une position plus silencieuse à l'égard d'accusations criminelles spécifiques. L'aide a été inconditionnelle, apportée aussi bien aux accusés qui avaient adopté une position idéologique contre les poursuites judiciaires qu'à ceux qui avaient décidé de présenter des excuses à leurs victimes et exprimé publiquement des remords pour le mal qu'ils avaient causé. Le réseau a également soutenu les prisonniers pendant qu'ils purgeaient leurs peines et après leur sortie de prison. Ce faisant, le RSJ était encore présent pour les aider à se réadapter socialement après leur libération.

Tout comme beaucoup d'autres ont quitté tranquillement l'activisme violent à haut risque avant même d'avoir été arrêtés, la quasi-totalité des accusés pris en charge par le RSJ aux États-Unis et au Japon a abandonné la violence qu'ils avaient autrefois défendue et perpétrée. Ce désengagement n'est pas uniquement une conversion individuelle et il n'est pas non plus une conséquence directe de la répression. Au contraire, il s'est joué dans l'interaction soutenue entre les accusés et le RSJ. Plus précisément, l'abandon de la violence par les prisonniers s'est appuyé sur le soutien personnel et non critique que le RSJ apportait à mesure que ses bénéficiaires commençaient à réfléchir et à remettre en question la trajectoire de violence qu'ils avaient empruntée. Le RSJ a ainsi donné aux militants emprisonnés l'espace nécessaire pour se distancier de l'activisme violent à haut risque, tout en les reconnectant avec les valeurs fondamentales de la nouvelle gauche dans son combat contre l'injustice et l'oppression. Ces résultats contredisent l'hypothèse des experts antiterroristes selon qui le contact entre les prisonniers et leur groupe politique d'appartenance entretient inévitablement l'engagement de l'individu dans la violence.

En mettant l'accent sur l'interaction continue entre les militants de la nouvelle gauche engagés dans la violence et les agents répressifs de l'État tout au long des années 1960 et 1970 et jusque dans les années 1980 aux États-Unis et au Japon, cette étude s'est attachée à documenter les répercussions réciproques et à long terme de la répression sur le parcours de ces militants et sur l'État lui-même. Bien que la répression ait eu un effet délétère sur la contestation sociale et qu'elle ait alimenté le recours à la violence par ailleurs dénoncé, poussant les militants dans la clandestinité et l'exil, elle n'a pas pour autant mis fin au mouvement de résistance. La répression a plutôt transformé un mouvement réformiste de masse, essentiellement non violent, en un mouvement de résistance plus petit, décentralisé et à haut risque. Le mouvement de résistance a attiré une nouvelle cohorte de militants qui ont été les sujets des injustices d'une répression intense. Il a également mobilisé un réseau de soutien juridique qui a apporté un large soutien aux militants à tous les stades de leur parcours politique. Les groupes clandestins ont continué à perpétrer des actes de violence explicitement politiques ou à l'inverse des actes purement criminels. Un bon nombre a été retrouvé et arrêté, d'autres ont quitté le mouvement

mais sont restés clandestins, d'autres encore ont mené une vie « normale » sous une identité d'emprunt. Enfin, ceux qui ont connu l'exil ont vu leurs trajectoires de vie s'éloigner de leurs objectifs initiaux en raison des nouveaux objectifs que leurs pays d'accueil avait assignés à leur combat.

Toutefois, les tacticiens de la « guerre contre le terrorisme » n'ont absolument pas cherché à faire la différence entre les militants qui restaient attachés à la violence et ceux qui l'avaient abandonnée. De ce fait, l'importance de la menace représentée par les militants restés libres a été exagérée dans son ensemble et utilisée pour justifier l'augmentation des ressources des organismes policiers de l'État, le service de renseignement, le pouvoir judiciaire et correctionnel. Aussi, ceux qui ont renoncé à la violence quand ils étaient en clandestinité ou en exil n'ont-ils pas cessé d'être considérés comme dangereux et sont restés des cibles pour les organismes répressifs de l'État. La difficulté à les localiser et leurs passifs politiques leur ont valu de nombreuses accusations et des conditions de détention particulièrement dures lorsqu'ils ont finalement été arrêtés.

Au même moment, l'implication du RSJ dans la défense de ceux qui avaient été capturés en clandestinité ou en exil a ravivé la discorde entre l'État et le mouvement contestataire, et ce, non sans conséquences. Non seulement cette situation a conduit le RSJ à s'occuper de problèmes plus généraux liés aux libertés civiques et à la réforme de la justice criminelle, mais elle a également reconnecté les prisonniers avec le réseau plus vaste de personnes qui avaient sympathisé ou participé aux mouvements dans les années 1960. Enfin, le RSJ a contribué à la déradicalisation des pratiques des militants qui avaient versé à un moment donné dans la violence.

Contrairement à ce qui a pu être observé dans d'autres sociétés démocratiques qui ont connu des mouvements politiques similaires dans les années 1960, cette recherche met l'accent sur les conditions politiques particulières qui ont conduit, aux États-Unis et au Japon, à un nouveau cycle de répression contre les militants violents de la première heure appartenant aux mouvements contestataires des années 1960, dans le cadre d'une nouvelle « guerre contre le terrorisme », perpétuant ainsi la ligne de contestation de la nouvelle gauche dans les années 1980 et au-delà. Nous avons ainsi vu que l'engagement dans la violence politique tout comme le désengagement sont le résultat d'interactions au niveau individuel, organisationnel et étatique.

Cette recherche veut ainsi contribuer au débat actuel sur les mouvements sociaux et la violence politique à travers un cadre d'analyse interactionniste, en vue de comprendre la relation entre la contestation violente et non violente d'une part et la dynamique de répression du mouvement et de résistance au sein du mouvement de l'autre. En se concentrant sur les organisations armées clandestines qui ont émergé alors que la nouvelle gauche entrait dans sa phase

de déclin, la relation entre les segments violents et non violents du mouvement a pu être identifiée tant au niveau individuel (micro) qu'au niveau organisationnel (méso). En outre, en replaçant ces connexions dans le cadre plus général des réponses étatiques à la répression tout au long du cycle contestataire, nous avons pu observer comment les processus de radicalisation et de déclin de la contestation sont susceptibles de coexister.